L'ABEILLE.

PAR BULLIET, MAGNE & CIE.
No. 81, RUE CHARTRES.

Journal du commerce, des affaires, des nouvelles et des intérêts généraux du peuple. Paraissant tous les jours excepté le Dimanche. Prix de l'abonnement : $12 par semaine, $48 par mois, $144 par trimestre, $288 par semestre, $576 par année. Payable d'avance.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY.
Soumis à la décision d'une Convention Nationale

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 31 OCTOBRE 1839.

Hier nous avons soumis à nos lecteurs quelques faits importants *relatifs* à la situation du système de crédit des Etats-Unis, faits qui prouvent invinciblement que l'Administration est responsable de l'extrême extension donnée aux banques d'Emission, de la surabondance du capital fictif qui en est résulté et enfin de la surexcitation commerciale que cet état de choses devait naturellement produire. Nous avons montré que, dans le court espace de sept ans, le gouvernement général et ses amis, ont ajouté 464 banques à celles qui existaient déjà, et augmenté le capital de ces institutions de deux cent soixante sept millions de piastres. Nous allons maintenant rechercher *les effets* qu'a produit la suppression de la banque des Etats Unis, cette pression qui a étendu outre-mesure le capital des banques.

En 1792, lors de l'incorporation de la première banque des Etats-Unis par le congrès, avec l'approbation du général Washington, il paraît qu'il n'y avait que trois banques dans l'Union. En 1811, époque de l'expiration de la charte de cette même banque, il y avait *quatre-vingt huit* banques d'Etats : ce qui donne une augmentation d'un peu moins de *quatre* banques par an, terme moyen, augmentation qui ne pouvait excéder les besoins croissants du commerce et de l'industrie. — La dernière banque des Etats-Unis a été incorporée en 1816, sous l'administration de Mr. Madison. A cette époque il y avait déjà deux cent quarante six banques : ainsi pendant les cinq ans écoulés entre l'expiration de la charte de la première banque nationale et l'incorporation de la seconde, l'augmentation a eu lieu dans la proportion moyenne de *trente-deux* banques par an !

Il résulte évidemment de ces faits que le frein le plus efficace qu'il soit possible d'employer contre la trop grande extension des banques locales et l'existence d'une banque nationale. Mais, la conclusion vers le ces faits est encore corroborée par ce qui se passe actuellement sous nos yeux.

En 1830, lorsque l'administration commença ses attaques contre la Banque des Etats-Unis, le nombre des banques locales s'élevait à *trois cent trente neuf*. En 1837, il y en avait *huit cent vingt trois* ! D'où il suit que pendant les 14 années de paisible existence de la Banque des Etats-Unis, l'augmentation des banques locales a eu lieu dans la proportion moyenne de *cent par an*, tandis que pendant les sept années qui se sont écoulées entre la guerre déclarée à la Banque Nationale et la *suspension générale*, la proportion moyenne de l'augmentation a atteint *soixante dix par an* !

Puisque les mêmes causes produisent, à vingt années d'intervalle, invariablement les mêmes effets, on doit en conclure que l'efficacité d'une Banque Nationale pour maintenir un bon système de circulation en empêchant d'extravagantes émissions de papier, est prouvée, incontestablement prouvée, ou il n'y a rien de prouvé sur la terre.

Il faut remarquer aussi qu'en 1816 après la destruction de la première banque, la circulation était désorganisée, comme elle l'est maintenant, et le commerce en souffrance à peu près comme à présent. A-t-on, comme aujourd'hui, eu proposait des remèdes, des expédients de toute sorte ; mais on ne fut arrivé à rien de satisfaisant jusqu'en 1816, époque où le mal devint plus endurable, on dut songer à appliquer sans retard le seul remède dont l'efficacité ne fut pas un problème : une banque nationale. Alors le peuple imposa silence à ses perfides conseillers, à ces hommes qui, par ignorance ou par esprit de parti, avaient porté le désordre dans tout le corps social, et une seconde banque des Etats Unis fut créée.

Ce qui est arrivé alors arrivera encore n'en doutons pas. Lorsque l'administration fédérale aura vu de hoster toutes ses *expériences*, il faudra bien encaisser le 4e mal gré, comme en 1816, en venir au seul remède dont l'efficacité soit incontestable. Déjà la patience du peuple commence à se lasser en attendant cette *excellent système de circulation* qu'on lui a, souvent et si vainement promis ; le peuple attend chaque jour avec plus d'anxiété cette pluie d'or qu'on devait lui procurer pour remplacer le papier de banque dont il ne peut tarder à voir qu'on l'a trompé, dans la conspiration, n'ont agi que dans leur intérêt *personnel* et que pendant que lui, peuple, courait après l'ombre, ses conseillers s'emparaient de la substance.

NOUVELLES D'EUROPE.

Le paquebot du Hâvre, Duchesse d'Orléans, arrivée le 21 à New-York, y apporte des nouvelles plus récentes de deux ou trois jours, que celles reçues par le *Liverpool*.

L'honorable G. Dallas, notre ministre en Russie, est revenu par la Duchesse d'Orléans.

Le *Courrier de la Sarke* annonce que les désastres qui ont eu lieu en mars, pour empêcher la libre circulation des grains, avaient été imités à Beaumont sur Sarke et à Alençon, mais que tout était rentré dans l'ordre.

Le journal du Hâvre en rapportant ces mouvements et en annonçant qu'il y avait eu une certaine agitation au marché D'Eu, dit avec raison que ces mouvements sont d'autant plus inexplicables que la récolte est plus que suffisante à la consommation du pays. Mais les campagnards ne comprennent pas que toutes les parties de la France n'étant pas également fertiles ni également *favorisées*, il faut que l'excédant des unes comble le déficit des autres.

HAVANE.

Nous avons reçu nos journaux de la Havane jusqu'au 20 du courant. Il n'y a rien qui ne soit exclusivement d'intérêt local.

Les banques de la Mobile n'ont pas encore suspendu leurs paiements en espèce. Il y a quelques cas mais fort rares de fière jaune.

Extrait de la Correspondance de l'Abeille.
NEW YORK, 21 octobre 1839.

Il n'y a aucun changement sur le marché monétaire et aucune perspective d'une amélioration immédiate. Les actions sont restées aujourd'hui au taux où les courtiers aux prix de samedi, excepté toutefois celles de la banque des Etats-Unis qui ont été demandées, et qui ont monté à 75. prix auquel elles se sont fermées. Depuis la fermeture du bureau toutes sont devenues plus calmes et ont montré une tendance à la baisse, quoqu'une baisse n'ait pas eu lieu en fait. Les banques de la ville ont refusé aujourd'hui de recevoir en dépôt des *notes* des banques de la campagne, qu'elles prennent auparavant. Le change pour le Sud s'est amélioré depuis avant-hier (19). Les traites sur Philadelphie et Baltimore se vendent aujourd'hui de 11 à 1/2 pour cent d'escompte.

Une bonne et forte maison de commission en marchandises sèches a manqué samedi.

Je continue à croire que les banques de New York ne suspendront pas leurs paiements en espèces. On croit fermement que celles de la Nlle. Orléans et de Boston ne cesseront pas non plus les leurs, si les banques de New York les continuent, comme il est sûr qu'elles le feront.

BANQUES DU TENNESSEE.

Le *Memphis Enquirer* du 25 dit que dès que Parson est à Nashville la nouvelle de la suspension des banques de Philadelphie, les directeurs des institutions financières de la ville se réunirent en assemblée sans pourtant prendre aucune décision. Le lendemain, la banque du Tennessee tira un mandat de $100,000, payable en espèces, sur deux autres banques qui suspendirent sur le champ. Le jour suivant la banque de Tennessee à Nashville prit la même mesure. L'Enquirer ajoute que le comité de la législature qui avait été chargé d'examiner la position des banques, a rapporté que la banque mère pouvait retirer ses billets, mais il a exprimé des craintes sur quelques petites succursales. La banque des Commerçants et des négociants, à Memphis, a également suspendu. On n'a aucun doute sur la solvabilité de la banque d'Etat et des autres institutions mentionnées.

Le *Boston Post* raconte que M. G. et son épouse ont passé dernièrement au marché, dans une demeure de M. Faubank, et que l'on trouva que M. et Mme G. *devaient avoir vingt dix neuf livres* et Mme G. deux cent cinq. Nous aurions peut-être quelque chose de surprenant dans le fait que cet article du *Boston Post*, si l'article de ce journal n'était suivi des quelques lignes suivantes du *Philadelphia Courier*. "Mettez M. et Mme G. ensemble, dit le Philadelphia Courier, et ils ne pèseront pas autant qu'une femme de couleur de l'Etat du Maine, cette année est une affranchie de Fryeburg et elle fait l'admiration de tous les gens du pays." Comme on le voit M. et Mme G. ne sont que des pygmées près de la femme de l'Etat du Maine.

NOUVELLES DIVERSES.

On lit dans le *Journal du Havre* du 20 :

Malgré l'assurance avec laquelle les journaux de Paris affichent que la maison Rothild est intervenue par la banque des Etats Unis, il paraît que rien n'est encore terminé à cet égard. On disait ce matin, à la bourse, que rien ne devait connaître quelque chose de décisif que lundi au retour de M James Rotschild.

On lit dans le journal du Havre :

Il y a un an, le 11 septembre, un docteur de la faculté alla trouver M. Lafitte, et lui dit : "Je suis très malade, je vous en prie ne me prêtez cent quarante francs ; il le faut absolument." Je vous le rendrai, je vous donnerai ma montre qui paraissait lui être nécessaire, pour son billet, le mit avec tant d'autres créances dans son portefeuille, et le prêt. Le 13 de ce mois, M. Lafitte a trouvé un très-élégant portefeuille, orné d'une serrure et d'une clef en or. Ce portefeuille contenait sept napoléons, et une lettre de l'ouvrier qui l'entourait avec effusion le populaire banquier, en ajoutant que grâce au prêt si généreusement accordé, il avait satisfait à ses engagements sacrés, évité une banqueroute qui était en pleine prospérité, et fait le bonheur de sa femme et de ses enfans. Ce trait fait honneur au financier et à l'homme du peuple tout à la fois.

Rovan, 14 *septembre* 1839.—Il a été placé une source noire sur la pointe nord du banc de la Mauricaude par 30 pieds d'eau de basse mer, que les bâtimens entrant en Gironde devront laisser à tribord; sous peu on en aura placé une sur l'accore du banc de Montrevel, sur le bout nord-ouest de la barre à l'Anglais et une sur la barre en dehors; chaque fois qu'elles seront placées nous en donnerons avis, ainsi que de celles qui seront placées dans la passe de Grave.

Par ordonnance royale du 17 de ce mois:

Le Port de Saint-Valery-sur-Somme est ajouté à ceux que l'article 17 de la loi du 9 février 1832 désigne pour l'entrepôt des marchandises prohibées de toute espèce.

L'entrepôt réel des marchandises non prohibées est accordé à la ville d'Abbeville, sous les conditions et avec les modes que les lois et règlements, et spécialement par l'art. 25 de la loi du 9 février an 11.

— M. le baron Mortier, ambassadeur de France, doit avoir adressé une note pressante, dès lundi soir, à M. le président de la diète, au sujet de l'arrêté pris par le canton de Bâle Campagne, le 20 avril, par lequel il a ordonné l'expulsion de huit de ces sujets. M. l'ambassadeur demande à la diète de faire revenir sur cet arrêté, inqué, peut-on ajouter, ne paraît pas porter l'empreinte de nos institutions libérales (*Helvétie.*)

— On lit dans le *Courrier du Bas-Rhin* : "En creusant un puits dans le jardin de M. Hirth, à la Berggare, à Mulhouse, on a découvert des ossemens fossiles de rhinocéros, éléphans et hyène, à la profondeur de 9 mètres 50 centimètres, dans une terre argileuse, dite lehm, immédiatement au-dessus de la couche du calcaire d'eau douce."

— On écrit de Constantinople, en date du 28 août, à la *Gazette d'Augsbourg*, que l'amiral Stanford a déclaré qu'il forcerait l'entrée des Dardanelles : le sultan Mahmoud marchait sur Constantinople ; 20 si des troubles sérieux éclataient dans la capitale, 30 si une flotte russe paraissait dans le Bosphore.

Parlant du projet qu'une *dame russe* avait passé le Danube, une lettre de Vienne, insérée par la *Gazette de Leipsick*, assure que l'Autriche serait entièrement préparée à un tel événement, et qu'il n'y avait aucun point aux frontières de l'est et du sud-est de l'Empire, où une armée de 40,000 hommes ne pourrait débarquer à chaque instant.

— On raconte ces jours derniers, dans une réunion littéraire, une petite anecdote assez piquante, qui se rattachait à une séance de l'Académie Française. M. Nodier, le spirituel et savant philologue, dompté à la commission du dictionnaire, connaissait ce de quelques mots qu'il avait rédigées. Après avoir défini le mot *abolition* dans ses diverses acceptions, il termina par cette phrase : *Favent dernière syllabe de ce mot se prononce* ch. Un de ses collègues, M. F., à qui cette interruption ne manque pas plus que la jacassement de la langue, lui répliqua assez légèrement : " Votre dernière observation est inutile ; on sait bien que le T. entre deux I se prononce toujours comme C." M. Nodier, sans se décontenancer, lui répondit avec un sourire malin : " Mon cher collègue, vous voyez bien que je n'ai pas tort, puisque vous m'avez fait faire une ignorance, et littéralement, j'aurai peu d'intérêt à ce que vous vous en alliez dire." Il aura peu d'intérêt, en effet, à ce que l'on dira, car il a été reçu à l'unanimité moins une voix.

MADRID, 12 Septembre.—Il paraît que l'état numérique actuel de la chambre ne permet pas encore de discuter le projet de loi sur les fueros. Il faudrait 121 députés pour voter la loi; 90 seulement sont présens, et en conséquence on sera obligé d'attendre les retardataires. Le gouvernement tient prêts plusieurs projets de loi qu'il soumettra à la chambre, parmi les plus importans, on remarque celui sur la presse, celui sur les députations provinciales et les municipalités; et enfin un troisième sur la garde nationale. On croit que si les cortès se montraient défavorables aux vues du gouvernement, celui-ci n'hésiterait pas à dissoudre la chambre, il en obtiendrait aisément une plus en harmonie avec ses vues politiques que le sont celles qui existent maintenant.

Le général Espartero a quitté Logrono le 21 pour se rendre à Alfaro, où il a établi son quartier général. Il a fait publier un ordre du jour, dans lequel il annonce qu'il va se mettre à la tête de l'armée, la fille de Montésuma; il veut la sauver avant de périr :

GUATIMOZIN.

Zaina, je voudrais en un lieu plus tranquille,
Bien loin de nos combats vous trouver un asile

ZAINA.

Qu'avez plaisir, Seigneur, j'y vaisvisiter vos pas!

GUATIMOZIN.

Mon poste est dans ces murs.

ZAINA.

Quoi! vous ne venez pas,
Et vous pauvez vouloir que loin de vous je fuie,
Vous l'unique soutien sur lequel je m'appuie.
Hélas! qu'ai-je fâire en un climat lointain!
Achever dans les pleurs mon malheureux destin.
Vous suis-je donc, Seigneur, devenue importune!

GUATIMOZIN.

Vous, ô Ciel!

ZAINA.

Si, du moins retrouvant leur fortune,
Ces lieux voyaient encore luire un de ces beaux jours
Qui naguère enchantaient nos premières amours!
Mais non; dans ce palais tout est mort et triste;
Non, je ne puis partir!— Vous craignez ma faiblesse?
Mais l'âme a son courage; il saura bien, Seigneur,
M'élever, sous vos yeux, au dessus du malheur.
Je connais mon devoir ; je n'y livre sans peine;
Votre épouse ici l'a reconnu;
Le mien ici m'enchaîne.
Près du mortel sacré qui m'a promis sa foi;
Ici je dois servir mon époux et mon Roi.

Comme on le voit, l'héroïsme de Guatimozin agit sur sa maîtresse; elle est digne de l'amour du héros Mais vivre et mourir près de lui n'est pas assez pour elle. Elle a entendu le grand-prêtre annoncer que le sacrifice votre humaine pourrait sauver le peuple Mexicain; et elle conçoit le projet de se dévouer pour le salut de ses compatriotes ou plutôt pour le salut de celui qu'elle aime tout la confirme dans cette héroïque résolution dont elle fait part au grand-prêtre, celui se trouble, hésite parcoupe Zaina est du sang royal; mais il va consulter les Dieux. Alors ces entrefaites Guatimozin arrive après un léger succès qui lui a rendu quelqu'espoir, et alors a lieu une scène assez touchante où se développe l'amour des deux fiancés :

ZAINA.

A votre aspect chéri que je me sens émue!
Hélas! tant de tristesse est ici répandue,
Un trouble si profond a glacé mon espoir,
Que j'ai bien craint, Seigneur, de ne plus vous revoir.

GUATIMOZIN.

Dans les trou'es pressants que mon destin m'envoie,
Vous seule, Zaina, m'apportes quelque joie;
Mon courage s'élève et grandit à votre aspect;
Et touché de vos soins, je rends grâces au Dieux
Qui, d'un amour sacré nous liant l'un à l'autre,
Gardaient à ma fortune un cœur tel que le vôtre.
Zaina, sans révéler à Guatimozin son projet, lui fait entendre qu'elle va mourir.

ZAINA.

Cher Prince, ce moment est pour moi plein de charmes
Car j'ai pu témoigner, c'était mon seul désir,
Que mon cœur vous chérit jusqu'au dernier soupir.

GUATIMOZIN.

Mais vous ne mourrez pas !

ZAINA, se mettant à genoux.

En cet instant suprême,
Bénissez à vos pieds la femme qui vous aime.

GUATIMOZIN.

Oh ! relevez vous donc et venez sur mon cœur.

ZAINA.

C'était là que le Ciel avait mis mon bonheur.

GUATIMOZIN.

Ange adoré! Mais quoi! des pleurs à vos paupières?

ZAINA.

Tristes larmes d'amour! Elles sont les dernières,

GUATIMOZIN.

Vous, ô Ciel!

ZAINA.

Si, du moins retrouvant leur fortune,
Ces lieux voyaient encore luire un de ces beaux jours
Qui naguère enchantaient nos premières amours!
Mais non; dans ce palais tout est mort et triste;
Non, je ne puis partir!— Vous craignez ma faiblesse?
Mais l'âme a son courage; il saura bien, Seigneur,
M'élever, sous vos yeux, au dessus du malheur.
Je connais mon devoir ; je n'y livre sans peine;
Votre épouse ici l'a reconnu;
Le mien ici m'enchaîne.
Près du mortel sacré qui m'a promis sa foi;
Ici je dois servir mon époux et mon Roi.

Comme on le voit, l'héroïsme de Guatimozin agit sur sa maîtresse; elle est digne de l'amour du héros Mais vivre et mourir près de lui n'est pas assez pour elle. Elle a entendu le grand-prêtre annoncer que le sacrifice volontaire d'une victime